

*Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au fonds commun départemental de la Seine et à la répartition du produit des taxes locales entre Paris et les autres communes de la Seine* (p. 7198); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7231); *Son sous-amendement tendant à créer un fonds autonome d'amortissement pour les adductions d'eau* (p. 7234); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Revision de la répartition des crédits d'assistance)* [31 décembre 1953] (p. 7280, 7281); — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2536); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Titularisation de certains fonctionnaires sans qu'il soit tenu compte de leurs années d'auxiliarat* [22 novembre 1954] (p. 5253); *Son amendement indicatif (Discussion du statut des personnels communaux)* (p. 5257); le retire (ibid.); Chap. 31-11 : *Nomination sur place des secrétaires généraux des grandes préfectures* (p. 5264); en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*, Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Ballanger (Statut du personnel des centres administratifs et techniques interdépartementaux)* [23 novembre 1954] (p. 5279); Chap. 31-31 : *Protection civile* (p. 5282); Chap. 31-41 : *Parité entre le personnel de la sûreté nationale et celui de la Préfecture de police* (p. 5283); Chap. 31-42, 31-43 : *Sa demande de disjonction de ces chapitres relatifs à la sûreté nationale* (p. 5287); Chap. 31-91 : *Indemnités résidentielles* (p. 5287); Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Revalorisation des pensions des sapeurs-pompiers blessés dans l'exercice de leurs fonctions)* (p. 5299); Chap. 41-52 : *Demande de disjonction présentée par M. Leenhardt (Caisse nationale des retraites des collectivités locales)* (p. 5312); — de la proposition de loi relative au statut du personnel communal; Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ballanger (Titularisation des personnels en fonction dans un emploi permanent à temps complet)* [24 novembre 1955]

(p. 5983); *Son amendement (Application de la loi aux agents intercommunaux)* (p. 5984); *Son amendement (Mode de représentation pour les élections du personnel des communes)* (p. 5985); Art. 6 : *Son amendement (Reconstitution de la carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988, 5889); *Ses explications de vote* (p. 5990).

**CARTIER (M. Marcel)**, Député de la Drôme.  
(S.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

#### Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues dans le département de la Drôme, n° 1714. — Le 11 décembre 1951, un rapport supplémentaire (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre; 2° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 1922.

#### Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Bouches-du-Rhône (2° circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5874); — sur les élections du territoire du Cameroun [2 août 1951] (p. 6179). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954 ; ÉDUCATION NATIONALE ; Etat A, Chap. 34-51 : *Sa demande de disjonction (Statut du personnel de l'orientation professionnelle)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1675) ; Chap. 36-41 : *Sa demande de disjonction (Statut du personnel de l'orientation professionnelle)* (p. 1675) : *la retire* (p. 1676) : — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures ; demande de disjonction de M. Deixonne (Indemnité compensatrice, sécurité sociale)* [12 décembre 1954] (p. 6195) ; Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Recrutement et statut du personnel enseignant du deuxième degré)* (p. 6203, 6204).

**CASANOVA (M. Laurent)**, Député de Seine-et-Marne. (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des inondations du mois de juillet 1951 dans la région de la Bassée, canton de Bray-sur-Seine, en Seine-et-Marne, n° 206. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 100 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le canton de Brie-Comte-Robert dans la nuit du 13 au 14 août ; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 à ces sinistrés, n° 4292. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois Pignons, en forêt de Fontainebleau, aux autorités militaires, et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, n° 4516. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à affilier les mineurs en argiles et en terres alumineuses du bassin de Provins (Seine-et-Marne) à la Caisse auto-

nome nationale de sécurité sociale dans les mines (décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946), n° 5498. — Le 12 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des producteurs de fruits du canton de Dammarlin-en-Goële (Seine-et-Marne), n° 7151. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'assurer du travail et de garantir le logement aux ouvriers de la distillerie de Guignes-Rabutin (Seine-et-Marne), n° 8384. — Le 18 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs de Seine-et-Marne victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en violation de la législation en vigueur, n° 8478. — Le 15 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois Pignons, en forêt de Fontainebleau, aux autorités militaires, et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, n° 9458.

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser immédiatement les violences policières, pour exiger du préfet de Seine-et-Marne qu'il reçoive les délégations de citoyens, pour que soient poursuivis devant les tribunaux français, les soldats américains auteurs de meurtres et pour assurer la protection et la sécurité des citoyens français contre les sévices des militaires étrangers [21 mars 1952] (p. 1424). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date du débat sur l'échelle mobile, discussion des interpellations sur l'incident de Melun entre un chauffeur américain et des manifestants* [25 mars 1952] (p. 1470, 1471). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Manque de personnel au Ministère)* [20 décembre 1952] (p. 6685). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en